

# Sécurité : 91 % des services Cloud utilisés en Europe présentent un risque

À l'heure où les [chefs de projet du plan Cloud français](#) préconisent la création d'un label européen « **Secure Cloud** », une nouvelle [étude de Skyhigh Networks](#), spécialiste américain de la sécurité des services hébergés, témoigne de la **porosité des services Cloud utilisés par les entreprises en Europe**. Pour cette étude, les usages de plus de 40 organisations (1 million d'utilisateurs), du secteur financier à l'industrie, ont été analysés.

## Des services à hauts risques

Seuls 9% des 2 105 services Cloud étudiés disposent de capacités de sécurité de classe entreprise, **les 91% restant font peser des risques moyens ou élevés** sur la sécurité des organisations. Par ailleurs, seuls 5% des services Cloud proposés en Europe sont certifiés **ISO/IEC 27001**, la norme internationale relative aux systèmes de management de la sécurité de l'information (SMSI). Pas plus de 12% utilisent le **chiffrement de données** stockées et 21% l'**authentification multi-facteur**.

Malgré les révélations sur l'étendue de la surveillance pratiquée par la NSA américaine, les **données sont stockées aux États-Unis** dans **72%** des cas, d'après Skyhigh. Et 25 des 30 principaux fournisseurs de Cloud sont basés dans des pays – États-Unis en tête, mais également Russie et Chine – où la législation en matière de **protection des données personnelles** est bien moins contraignante qu'en Europe. Ainsi, 99% des données sont stockées dans des pays où les règles de confidentialité sont moins strictes qu'en Europe et/ou n'offrent pas de capacités de sécurité de classe entreprise.

## Les DSI perdent la main

Le libre accès des utilisateurs au nuage leur permet, le plus souvent, d'échapper au contrôle des DSI. Cette percée de ce qu'on appelle le « **shadow IT** » s'explique à la fois par une plus grande implication des métiers et par la disponibilité de multiples services en ligne. L'adoption du Cloud est large. En Europe, une entreprise utilise **en moyenne 588 services Cloud** (contre 626 aux États-Unis).

*« Les services Cloud permettent aux entreprises d'être agiles, flexibles et efficaces, et leurs employés devraient être encouragés à les utiliser », commente **Rajiv Gupta**, Pdg de Skyhigh Networks. « Mais trop de collaborateurs ignorent encore les risques associés à certains services Cloud et pourraient même compromettre la politique de sécurité globale de leur organisation. »*

## Un label « Secure Cloud »

Sécurité, souveraineté... Les enjeux du Cloud Computing font l'objet de toute l'attention des pouvoirs publics et des industriels. Dans leur rapport « Cloud » consulté en début de semaine par

[Les Échos](#), **Thierry Breton**, président d'Atos, et **Octave Klaba**, dirigeant fondateur d'OVH, présentent une dizaine de propositions. Le but : accélérer l'émergence d'alternatives aux services de grands groupes américains comme Amazon, Google ou Microsoft.

L'une des mesures phares du rapport vise la création d'un **label européen « Secure Cloud »**. Ce label serait attribué à tous les services en nuage, quelle que soit leur nationalité, à la condition de respecter un ensemble de règles en matière de sécurité, disponibilité et qualité de service. Et, surtout, de **localisation de données** dans les datacenters.

## Le duo franco-allemand en éclaireur

Pour soutenir le création du label, Thierry Breton et Octave Klaba, co-pilotes du [plan Cloud français cher au ministre Arnaud Montebourg](#), préconisent une **révision de la réglementation européenne**. Faute de consensus entre les 28 États membres, « *le rapport conseille à la France et à l'Allemagne de prendre l'initiative réglementaire et de développer un espace que pourraient ensuite rejoindre progressivement les autres États* », rapporte Les Echos.

L'idée de créer un « **espace Schengen des données** », que Thierry Breton et le co-Pdg de l'éditeur allemand SAP, **Jim Snabe**, appelaient de leurs vœux [dès l'été 2013](#), est donc relancée... Et ce malgré les craintes du World Economic Forum (WEF) concernant une potentielle [balkanisation d'Internet](#).

Un autre volet sensible du plan français concerne les financements. Réduction des dépenses publique oblige, les rapporteurs tablent plutôt sur une réorientation des budgets. La **Banque publique d'investissement** pourrait notamment soutenir des projets de déploiement de datacenters sur le territoire national. Chaque centre pourrait ainsi créer « *une centaine d'emplois directs et quelques centaines d'emplois indirects* », assure le rapport Breton-Klaba.

---

### Lire aussi

[T. Breton : « La grande affaire de l'Europe, ce n'est plus la monnaie, mais la donnée »](#)

[Le Cloud de Microsoft obtient le blanc-seing des CNIL européennes](#)